**Réactions à l’actualité**

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 11 au 17 juin 2016

Rappel, la semaine dernière : Grèves perturbations ; Loi Travail ; Euro 2016 ; Ecoles hors contrat ; Intempéries …

***Magnanville – menace terroriste : fort***

**Le manque de *« fermeté »* et de *« sévérité »* du Chef de l’Etat est fustigé par un tiers des intervenants**. Face à *« l’inefficacité flagrante des fiches S »,* ils exigent une **refonte de la politique de lutte antiterroriste** : *« ces fichiers ne servent à rien visiblement, il faut revoir vos outils ».* A cinq reprises, le manque de moyens juridiques est évoqué en faisant référence implicitement à la déchéance de nationalité : « *il est Français, comme la majorité des personnes fichées, donc pas d’expulsion possible ».*

**Les témoignages de soutiens aux forces de l’ordre et au Chef de l’Etat représentent un quart des correspondances**. Cinq mettent en avant l’épuisement des policiers et des gendarmes : *« ils doivent être partout, entre les manifestations et l’Euro, et bien sûr le risque terroriste la fatigue est inévitable. Il faut les soulager car la priorité est le risque d’attentat ».*

**15% établissent un lien entre immigration, religion musulmane et attentat**. Persuadés que le motamalgame est une *« excuse inappropriée »* face aux *« actes barbares »* commis sur notre territoire, ils accusent le gouvernement de ne pas regarder la vérité en face : *« le problème vient de notre immigration musulmane. Est-ce que les musulmans de France condamnent unanimement ces attentats ? Non ».* Sont également relevés l’enracinement de Daesh dans les prisons (*« c’est un nid pour les recruteurs djihadistes »*) et les quartiers défavorisés.

La **possibilité du port d’arme hors service** est reprise par quelques requérants, tous favorables, souhaitant même son élargissement pour les policiers municipaux et les militaires.

4 Français ont réagi dans la journée à la **commémoration de ce matin** en saluant *« l’hommage rendu par ce beau discours ».* Le tenant pour responsable, seule une personne qualifie *« d’indécente »* la prestation du Chef de l’Etat.

***Loi Travail : modéré, stable***

Plus des ¾ des messages relatifs à la loi Travail s’opposent à son application. En plus de l’argument majoritaire « *je maintiens que cette loi est une régression sociale* », s’ajoutent la lassitude face aux désordres « *merci de retirer cette loi dont personne ne veut qui est à l’origine de cette chienlit* », ainsi que la critique de « *l’entêtement*» du PR : « *pourquoi tant d'obstination à vouloir passer une loi pour laquelle vous n'avez pas été élu ?* ». Quelques électeurs critiquent particulièrement le recours au 49.3, accusant le PR de se dédire. Les courriers nuancés souhaitent toujours un compromis avec les syndicats alors que les soutiens à la loi demandent de ne pas céder.

***Casseurs : modéré, à nouveau en hausse***

**Le *« laxisme inacceptable »* de l’exécutif est dénoncé par une moitié des correspondants** : *« il est plus que temps de vous affirmer et de sévir ».* Près de la moitié d’entre eux interroge le Chef de l’Etat sur le coût des dégâts pour les contribuables et les conséquences économiques pour les commerçants concernés : *«  je pense aux riverains et aux commerçants, qui va payer ?! », « pourquoi ne pas utiliser une partie des subventions allouées à la CGT et à FO pour indemniser les commerçants? »*. Faisant référence aux risques liés aux manifestations, notamment à l’encontre des forces de l’ordre, ces Français exigent des mesures sécuritaires concrètes : *« je compte sur votre fermeté pour régler ces conflits et permettre à nos armées, déjà fortement sollicitées, de prendre du repos ».* Un quart **s’étonnent notamment de la possibilité de tels événements en période d’état d’urgence** : *« des villes saccagées, des policiers agressés, mais n'ayez crainte, nous sommes en état d'urgence ! ».*

**L’hypothèse d’interdire les manifestations** est pour sa part commentée dans un quart des courriers et **jugée *« contraire aux valeurs de la démocratie »* par une majorité, tous sympathisants socialistes**: *« vous pensez interdire l'exercice d'un droit fondamental du peuple français au nom d'un manque d'efficacité de l'Etat ?! ».*

Le reste des réactions est constitué de suggestions, plus ou moins réalisables, afin de neutraliser ou dissuader les casseurs : *« il faut menacer de couper toutes aides de l’Etat aux casseurs »*; ou de réactions aux propos du Premier Ministre sur le possible « double jeu » de la CGT avec les casseurs qui a suscité la colère : *« comment osez-vous comparer les syndicats avec les casseurs, quel mépris ! ».*

***Grèves / perturbations : modéré, en baisse***

Antigrèves aux ⅔, des usagers victimes des perturbations ont **témoigné de leur « galère »,** blâmant la CGT et les SNCF : « *ce n'est pas une poignée de salariés du public jouissant d'avantages conséquents qui doit décider de ce qui est bien ou non* ». Sans se prononcer sur la loi travail, ces Français demandent seulement qu’on mette un terme à leurs difficultés. A noter la **grogne de certains usagers sur les mesures mises en place pour faciliter les transports des supporters de l’Euro** : « v*ous vous réjouissez que les gens aient pu se rendre au Stade de France sans difficulté : fort bien. Mais n'en n'oubliez pas pour autant les milliers de voyageurs qui subissent depuis des jours les grèves*».

***Ecoles hors contrat : modéré, en baisse***

La mobilisation contre la modification du régime d’ouverture des écoles hors contrat **se poursuit, bien qu’en baisse**, des parents d’élèves et chefs d’établissements demandant au Chef de l’Etat de revenir sur le projet de la Ministre de l’Education nationale. **Les arguments demeurent** : défense de la liberté d’enseigner et crainte d’une « *nouvelle guerre scolaire* ». En outre, une demi-douzaine de parents et collectifs ont interpellé le PR pour exprimer leur « *total désaccord avec les modifications réglementaires et législatives annoncées le 26 mai aux associations nationales s'occupant de l'instruction en famille* », menaçant de « *grève des contrôles pédagogiques* ».

***Attentat Orlando : faible***

**Près de la moitié sont des messages de condoléance** adressés « *aux proches des victimes, aux familles de la communauté gay et à l'ensemble des citoyens américains*». 38% regrettent le **tweet du PR** sur la « *liberté de choisir son orientation sexuelle et son mode de vie* », rappelant que l’homosexualité n’est pas « *un choix* » : « *je n'ai pas "choisi d'être homo" si j'avais pu choisir, j'aurais voulu être normal aux yeux du monde ou trop souvent la différence est synonyme de rejet et de violence* ». Quelques correspondants demandent à ce que soit **renforcée la lutte contre l’homophobie** qui s’est « *exprimée très brutalement et librement depuis les Manifs pour Tous* ». Enfin, une personne fustige l’UEFA qui « *refuse de rendre hommage aux victimes*», rappelant que « *nous avions apprécié le soutien des Américains suite aux attentats de Paris* » et souhaite que le PR « *exige que l'UEFA organise cette minute de silence* ».

***Violences supporters : faible***

Les heurts entre les supporters anglais et russes ont mobilisé une douzaine de correspondants, dont **près de la moitié attribuent ces débordements au manque de préparation des forces del’ordre** : *« votre mauvaise organisation sécuritaire entraine des débordements inadmissibles ».* Si deux d’entre eux soutiennent les mesures sécuritaires mises en œuvre *(« vous ne pouvez pas être responsable du comportement de chaque supporter »)*, un correspondant demande la démission de B. Cazeneuve le jugeant incapable de *« maintenir la paix durant l’Euro »*. Persuadés que l’alcool est responsable de ces violences, deux requérants souhaitent son interdiction dans les fan zones et aux abords des stades. Une correspondante anglaise a tenu à s’excuser pour le comportement de ses compatriotes tandis qu’un autre fait appel au *« bon sens des supporters »* afin de terminer la compétition dans le calme.

***Brexit : 3***

***Fermeture de Fessenheim : 2 (dont le maire de la municipalité allemande de Lörrach)***

***Déplacement à Colombey-les-Deux-Eglises : 1***

***Directive Armes : 1***